



# **LA SPIRALE CLIMATIQUE DE L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL**

**UN SYSTÈME QUI MET EN DANGER  
LE VIVANT, LES AGRICULTEURS  
ET NOTRE ALIMENTATION**

Le présent rapport présente onze études de cas percutantes provenant de pays tels que le Brésil, le Nigeria, les États-Unis, le Vietnam, ainsi que plusieurs pays européens. Ces cas illustrent comment l'élevage industriel d'animaux se trouve pris au piège d'une spirale infernale climatique, alimentant les catastrophes mêmes qu'il peine à supporter.

Ensemble, ces exemples révèlent l'impact colossal des événements climatiques extrêmes liés à la crise climatique sur les animaux d'élevage, les citoyens, les moyens de subsistance des agriculteurs et la sécurité alimentaire. Ces pertes s'élèvent à 143 milliards de dollars US par an à l'échelle mondiale (Newman & Noy, 2023). De manière alarmante, ces catastrophes deviennent de plus en plus fréquentes à cause du changement climatique — un phénomène largement aggravé par l'élevage industriel.

Bien que les chiffres globaux sur le nombre total d'animaux d'élevage touchés chaque année par ces événements ne soient pas disponibles, plus de 14,8 millions d'animaux — incluant des volailles, poissons, bovins et porcs — ont été tués dans ces dix seuls cas. Cela ne représente qu'une infime fraction du nombre réel d'animaux probablement affectés chaque année à l'échelle mondiale. La fréquence des événements climatiques extrêmes a été multipliée par quatre depuis les années 1970 (FAO, 2023) — sans mesures urgentes, le bilan pour les animaux d'élevage risque de s'alourdir considérablement.

Des vagues de chaleur au Royaume-Uni aux ouragans aux États-Unis, des inondations en Italie, au Brésil, et dans l'ensemble de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique : aucune région du monde n'échappe aux effets du dérèglement climatique, dont les conséquences sont graves.

Parmi les catastrophes climatiques documentées dans ce rapport :

- 1,2 million de volailles, 14 000 bovins à viande et 14 000 porcs morts lors des inondations au Brésil en mai 2024
- 18 500 poules mortes d'un coup de chaleur durant un transport par canicule au Royaume-Uni en 2022
- 5,75 millions de volailles, 44 556 bovins et des milliers de porcs tués pendant un typhon au Vietnam en 2024
- Environ 750 000 animaux d'élevage morts sur 126 fermes dans le nord de la France, en juillet 2022

- Environ 5 millions de poulets tués dans un seul État américain lors du passage de l'ouragan Helene en septembre 2024
- Environ 163 000 animaux d'élevage morts de stress thermique aux Pays-Bas pendant l'été 2019

Le rapport souligne l'urgence d'une action gouvernementale immédiate pour réduire l'impact de l'élevage animal sur le changement climatique et pour s'éloigner de cette trajectoire destructrice. La transformation du système alimentaire est essentielle : seule une approche holistique, qui reconnaît les liens intrinsèques entre la santé animale, humaine et planétaire, permettra de construire un avenir durable et respectueux du vivant. Il est impératif de soutenir les agriculteurs dans la transition de l'élevage industriel vers des pratiques plus respectueuses du climat et de la nature. Les gouvernements doivent adopter des solutions concrètes de transformation des systèmes alimentaires, basées sur la mitigation et l'adaptation, capables de protéger les populations et les animaux des catastrophes climatiques et, en fin de compte, de sauver notre planète.

Repenser notre système alimentaire mondial — la manière dont nous élevons les animaux et ce que nous consommons — est non seulement la clé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais aussi pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les objectifs mondiaux de biodiversité fixés par l'ONU.

À l'échelle mondiale, les systèmes alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions totales de GES (Crippa et al., 2021). Compassion in World Farming a démontré que le secteur de l'élevage — dominé par l'agriculture industrielle animale — concerne 95 milliards d'animaux terrestres et génère plus d'émissions directes de GES que l'ensemble des avions, trains et voitures du monde réunis.





Des cochons se tiennent derrière une clôture grillagée, piégés dans l'eau qui a inondé une ferme porcine italienne.

© Stefano Belacchi/Essere Animali/We Animals

Si la demande mondiale en viande se maintient à son rythme actuel, le secteur pourrait à lui seul ajouter près de 1°C au réchauffement climatique d'ici 2100 (Ivanovich et al., 2023). Un tel scénario rendrait presque impossible d'atteindre l'objectif de limitation à 1,5°C fixé par l'Accord de Paris (Tian et al., 2020) et rendrait les catastrophes liées au changement climatique encore plus probables. Cela représente également une menace sérieuse de dépassement des limites planétaires.

Les événements climatiques extrêmes (inondations, vagues de chaleur, sécheresses, cyclones) affectent gravement, chaque année, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de personnes. Ils détruisent les cultures, et tuent ou blessent gravement les animaux d'élevage, provoquant également des maladies.

Notre rapport explore brièvement plusieurs approches complémentaires et urgentes pour répondre à la crise climatique : la réduction des émissions (mitigation), la transformation du système alimentaire, et l'adaptation.

La mitigation vise à s'attaquer aux causes profondes du changement climatique. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) affirme que l'une des méthodes les plus rentables pour éviter 0,3°C de réchauffement mondial est de se concentrer sur la réduction du méthane.

La transformation de nos systèmes alimentaires exige une approche intégrée fondée sur le concept de "Une seule santé" (One Health), qui prend en compte l'interdépendance entre la santé humaine, le bien-être animal, et l'environnement, y compris les conditions biophysiques nécessaires à la vie sur Terre.

Le rapport montre que l'industrie agroalimentaire promeut la "l'intensification durable" comme solution, mais que ces systèmes sont inefficaces et menacent davantage la sécurité alimentaire, le bien-être animal, l'environnement, et la santé humaine. Il est essentiel que la transformation des systèmes alimentaires soit reconnue comme un pilier central de l'action climatique mondiale.

Les pratiques agricoles à faibles émissions de carbone comme l'agroforesterie, l'agriculture régénérative ou les systèmes de sylvopastoralisme ne sont pas seulement meilleures pour le bien-être animal ; elles améliorent également la biodiversité, sont plus respectueuses de l'environnement et mieux adaptées aux conditions météorologiques extrêmes.

L'adaptation consiste à ajuster nos pratiques pour faire face aux effets attendus du changement climatique. Elle peut inclure des mesures simples, souvent locales, telles que l'aménagement de zones d'ombre, un meilleur accès à l'eau ou des abris bien ventilés pour les animaux élevés en plein air dans les zones affectées par la chaleur. À une échelle plus large, cela passe par l'adoption de pratiques agricoles régénératives, qui contribuent aussi à la réduction du changement climatique.

Le rapport Climate Doom Loop montre que réduire la consommation de viande, en particulier dans les pays du Nord, est l'une des mesures les plus efficaces pour faire baisser les émissions de GES liées à l'élevage animal. Des régimes plus végétariens et meilleurs pour la santé sont essentiels pour protéger les populations et la planète. Grâce à l'adoption mondiale de pratiques agricoles régénératives, il serait possible de nourrir jusqu'à dix milliards de personnes.

Alors que les pays évaluent leurs contributions aux objectifs climatiques et s'engagent dans des transformations de leurs systèmes alimentaires, ils doivent adopter des actions ambitieuses et mesurables en lien avec l'alimentation. Ces engagements doivent refléter le rôle crucial des systèmes alimentaires dans l'atteinte des objectifs climatiques, environnementaux et sanitaires. Sans de tels engagements, l'échec de l'Accord de Paris devient probable, tout comme le dépassement des limites planétaires. Cela entraînera des catastrophes climatiques plus fréquentes et plus graves, et mettra en péril un nombre croissant d'humains, d'animaux et de formes de vie sur Terre.

**Pays : France** 

# LA CRISE CLIMATIQUE À L'ORIGINE DES DÉCÈS D'ANIMAUX, DE SÉCHERESSES ET D'INCENDIES



Sol fissuré pendant une période de sécheresse. Drôme, France.

En 2022, trois vagues de chaleur extrême ont frappé la France, avec des températures dépassant 40°C en juin, juillet et août. Selon l'agence gouvernementale de santé publique, Santé Publique France (SPF), un excès de 2 816 décès a été enregistré. Ce fut le deuxième été le plus chaud en France depuis le début du XXe siècle. Les autorités françaises ont ouvert des centres de rafraîchissement, émis des conseils au public et, en 2023, ont publié un plan en 15 étapes pour faire face aux futures vagues de chaleur.

Le 18 juillet, lorsque la température a atteint 37,6°C, environ 750 000 animaux sont morts dans 126 exploitations en Bretagne, principalement par suffocation et épuisement.

83 % des poulets de chair en France n'ont pas accès à l'extérieur et ne peuvent donc pas exprimer des comportements naturels de refroidissement, comme battre des ailes. Le nombre de décès animaux n'a pas été enregistré par le gouvernement.

En réponse à la chaleur extrême, le gouvernement français a mis en place un groupe de travail de crise et le Comité national de la sécheresse a tenu une réunion pour aborder l'impact sur l'agriculture. Le ministère s'est concentré sur la préservation de l'eau, les problèmes d'alimentation animale et a établi un suivi des conditions de sécheresse agricole. Le gouvernement a instauré une interdiction du transport des animaux entre 13h et 18h, faisant suite à un décret de 2019 qui limitait les déplacements d'animaux lors d'alertes chaleur orange ou rouge. Cependant, selon un rapport sur le bien-être animal, ces réglementations sont régulièrement enfreintes et la législation est insuffisante.

L'impact sur les agriculteurs a inclus des pertes financières et des problèmes de santé mentale. Le gouvernement avait auparavant alloué 400 millions d'euros aux agriculteurs rencontrant des difficultés pour acheter des aliments pour animaux à cause de la sécheresse. Une coalition d'éleveurs a fait appel au gouvernement pour indemniser les agriculteurs qui ont perdu entre 2 et 4 milliards d'euros, cependant la mortalité du bétail n'est pas couverte par les aides publiques, et le gouvernement a été critiqué pour son soutien jugé insuffisant envers les agriculteurs.

Le lancement en 2020 du système d'alerte aux vagues de chaleur de Météo-France déclenche l'envoi d'e-mails contenant des conseils techniques aux agriculteurs sur le confort thermique des animaux. En 2023, le ministère français de l'Agriculture a introduit un Plan national canicule, incluant des actions de sensibilisation et des recommandations pour les éleveurs.

En 2025, le gouvernement a publié le PNACC3 (Programme National d'Adaptation au Changement Climatique), qui conseille davantage sur les mesures d'atténuation du climat. Cependant, ce programme adopte une approche limitée, ne traitant pas des problèmes fondamentaux tels que la nécessité de sortir de l'agriculture industrielle animale et de fixer des objectifs de réduction de la consommation de produits d'origine animale. De plus, de nombreuses recommandations ne sont pas inscrites dans la loi, et le Haut Conseil français a déclaré que le gouvernement est mal préparé aux effets du changement climatique.

# CONCLUSION

## Ces mesures intégrées de mitigation et d'adaptation prises par les gouvernements sont indispensables pour :

- Soutenir les agriculteurs dans la transition de l'agriculture intensive vers des systèmes respectueux du climat et de la nature**, produisant de la nourriture dans les limites planétaires, en réorientant les aides publiques vers des systèmes agroécologiques et régénératifs qui privilégient la production de légumineuses, céréales complètes, fruits, légumes et fruits à coque, ainsi que vers des formes d'élevage à plus haut niveau de bien-être animal, bénéfiques pour la biodiversité. Ces systèmes favorisent la réduction des émissions (mitigation) et l'adaptation au climat, renforcent la résilience environnementale et améliorent le bien-être animal. Ils répondent à l'urgence d'une transition alimentaire juste et durable. Les gouvernements doivent fournir des formations, ainsi qu'un soutien financier et technique, pour accompagner la sortie des systèmes agricoles intensifs au profit de pratiques plus régénératrices et agroécologiques.
- Définir des objectifs clairs de réduction de la consommation de produits d'origine animale dans les populations à forte consommation, et favoriser la transition vers des régimes alimentaires riches en végétaux.** Ces objectifs doivent être alignés sur l'Accord de Paris, le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité et les ODD des Nations unies, ainsi que sur la nécessité de produire des denrées alimentaires dans les limites de la planète. Les objectifs de réduction devraient également être soutenus par une stratégie ou un plan d'action holistique et transformateur en matière d'alimentation, coordonné entre les différents services gouvernementaux afin d'assurer la cohérence. Ces stratégies et plans pourraient inclure la mise à jour des recommandations nutritionnelles, la mise en place de campagnes de sensibilisation du public et l'introduction de programmes institutionnels et scolaires.
- Aider les agriculteurs à se préparer aux catastrophes climatiques.** Fournir, financer et garantir que tous les éleveurs et petits exploitants disposent de systèmes d'alerte précoce et d'infrastructures résilientes au climat, afin que les animaux et les communautés soient mieux protégés en cas de catastrophe climatique. Les gouvernements doivent investir dans la transition vers des pratiques agroécologiques et régénératives, qui favorisent à la fois l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.
- Les agriculteurs devraient également bénéficier d'un accompagnement pour réaliser des évaluations de risques et élaborer des plans d'urgence. Cela peut inclure la mise en réserve de fourrage, de médicaments et d'abris, afin de prévenir la souffrance animale en situation de crise.
- Veiller à ce que les stratégies d'adaptation bénéficient de financements mondiaux accrus et soient effectivement mises en œuvre, en particulier dans les pays du Sud Global. Ces stratégies d'adaptation doivent être suivies et évaluées afin de garantir leur efficacité continue.** Pour ce faire, les gouvernements doivent intégrer les mesures de mitigation et d'adaptation pour l'élevage dans leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN). Actuellement, seuls quelques gouvernements le font (Dittmer et al., 2024)..
- Adopter des directives claires et/ou engager des réformes législatives pour garantir la protection du bien-être animal lors de catastrophes climatiques et d'événements météorologiques extrêmes, afin d'éviter les souffrances.** Ces mesures permettront également de mieux protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

